



8 rue d'Athènes
75009 Paris



11, rue de la Baume
75008 Paris

Paris, le 27 juillet 2011

Monsieur Bruno Le Maire
Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation,
de la Pêche, de la Ruralité
et de l'Aménagement du territoire
78 Rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP

Objet : Plan européen d'aide aux plus démunis

Monsieur le Ministre,

La récente décision de la Commission européenne, contrainte par l'arrêt de la Cour de Justice européenne, par la faiblesse des stocks d'intervention de denrées agricoles et par **une minorité de blocage interdisant toute évolution du programme européen d'aide alimentaire aux plus démunis**, nous amène à constater une diminution dramatique de l'enveloppe attribuée aux associations caritatives pour 2012 (soit 113 millions € contre 500 millions € les années précédentes).

Pour la FNSEA comme pour les Restaurants du Cœur, il ne serait pas compris qu'aucune solution européenne ne soit trouvée pour assurer l'accès à l'alimentation des plus démunis.

Les Restaurants du Cœur, comme la FNSEA souhaitent voir pérenniser le programme européen d'aide aux plus démunis, et ainsi soutenir l'aide alimentaire apportée à 13 millions de citoyens et ce dans les 19 États membres qui en bénéficient. Il est aujourd'hui urgent de trouver une réponse adaptée pour l'année 2012.

Dans cette période qui voit le nombre de personnes accueillies et secourues par les bénévoles des associations caritatives s'accroître considérablement, et alors même que la très forte volatilité des **prix des matières premières alimentaires met à mal tant les agriculteurs que les consommateurs**, nous sommes tous terriblement inquiets sur notre capacité à faire face à l'urgence.

Sans une volonté politique commune et une intervention coordonnée avant le Conseil des Ministres de l'agriculture du 23 septembre, sans une négociation préalable permettant la levée de tout ou partie du veto des sept états réfractaires à ce programme (Grande Bretagne, Allemagne, Suède, Danemark, Pays-Bas, République Tchèque et Autriche), le secteur associatif connaîtra une crise humanitaire sans précédent.

Nous attendons du Gouvernement français qu'il soutienne la nécessaire réforme du PEAD qui inscrira, dans le cadre d'une politique européenne ambitieuse, **l'accès à une alimentation saine et suffisante sans distinction ni exclusion**, organisant durablement le soutien alimentaire de 80 millions d'européens vivant sous le seuil de pauvreté.

Dans l'espoir que notre engagement commun sera rejoint par votre détermination à défendre ce programme, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en l'expression de notre haute considération.

Olivier BERTHE
Président des Restaurants du Cœur

Xavier BEULIN
Président de la FNSEA